

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1981)**

Heft 585

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 585 26 mars 1981
Dix-huitième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Eric Baier
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Yvette Jaggi

585

La défense nationale au coup par coup

Le peuple ne se prononcera pas sur les dépenses militaires. L'initiative parlementaire d'un député des Organisations progressistes de Suisse (Poch), qui proposait de soumettre au référendum facultatif tous les crédits supérieurs à 100 millions de francs, a été rejetée à une écrasante majorité au Conseil national.

Le projet du jeune parlementaire zurichois a eu au moins un mérite: le débat a permis de mettre à nu les réticences et les résistances de la classe politique à l'idée d'un débat démocratique sur la défense nationale.

Pêle-mêle on a entendu que l'introduction du référendum facultatif:

- serait un corps étranger dans notre législation;
- mettrait en péril le secret militaire;
- retarderait encore plus l'acquisition d'armements;
- affaiblirait notre préparation militaire.

Dans le même temps chacun a souligné sa pleine confiance dans le peuple et a dit sa conviction que l'effort de défense trouvait un large écho dans la population... Mais l'argument majeur, ce fut le refus d'introduire un traitement particulier pour les dépenses militaires: d'accord pour qu'éventuellement le peuple se prononce, mais pour toutes les dépenses, y compris par exemple la sécurité sociale!

Le raisonnement est séduisant mais fallacieux. Les

domaines importants de l'activité de l'Etat sont régis par des lois; aménagement du territoire, aide au développement, protection de l'environnement, AVS, assurance-maladie, à chaque fois le peuple peut intervenir par le biais du référendum facultatif. Le seul secteur majeur à faire exception est la défense nationale, domaine réservé des militaires et des experts, et finalement du parlement. Là, les citoyens sont muets; soldats, ils subissent; contribuables, ils paient.

Est-ce à dire que le référendum facultatif sur les dépenses militaires représente le moyen adéquat d'un débat démocratique en la matière? Nous en doutons. Avant de décider des achats d'armes il s'agit de choisir une politique. Or c'est précisément là que la démocratie est absente; les options sont prises dans les états-majors et avalisées par le parlement.

Alors, plutôt que de nous disputer à propos d'un chasseur-bombardier, d'un tank ou d'un système-radar — ah les belles empoignades, alimentées par les vendeurs concurrents! — donnons-nous les procédures qui permettront aux citoyens de participer à la définition de la défense nationale.

D'accord pour un référendum qui mettrait en présence des options différentes ainsi que leurs coûts.

PS. Les socialistes n'ont guère soutenu cette proposition au Conseil national. Etonnant lorsqu'on sait que le PSS doit lancer une initiative populaire sur le même sujet. Moins étonnant si on se souvient qu'un congrès a pris cette décision pour contenter la gauche du parti et pour se dispenser ainsi de formuler une politique cohérente en matière de défense nationale. Il est vrai que le PSS n'a jamais brillé par la clarté de ses vues dans ce domaine.